

Si les économies industrialisées semblent en mesure de s'accommoder de cette situation à long terme, elles sont vraisemblablement plus vulnérables lorsque surviennent des restrictions ou des interruptions à court terme. Les pays touchés doivent donc choisir entre, d'une part, des privations inacceptables et des ruées vers les approvisionnements, et, d'autre part, un effort de coopération internationale destiné à atténuer les effets de la crise. De façon générale, le Canada et ses partenaires industrialisés ont opté pour la voie de la coopération. Les sommets et l'Agence internationale de l'énergie à Paris en constituent les principaux instruments.

Le Canada prend très au sérieux le rôle qu'il est appelé à jouer comme membre de l'AIE. Si nous sommes moins vulnérables aux perturbations des prix et de l'approvisionnement que la plupart de nos partenaires de l'AIE, il reste qu'en tant que nation commerciale, la stabilité et la prospérité économique de ces derniers nous intéressent au plus haut point. Notre appartenance à l'Agence et à d'autres organismes voués à la coopération économique avec nos partenaires industrialisés constitue l'un des principaux moyens par lesquels nous assurons la promotion de nos intérêts.

Au sein du groupe des nations industrialisées, le degré de vulnérabilité face à la crise énergétique peut influencer sur les choix politiques qu'un pays est appelé à faire à l'égard des grandes questions internationales. Un pays comme le Japon qui se retrouve tout au haut de l'échelle de vulnérabilité doit, selon toute vraisemblance, accorder une cote très prioritaire à sa diplomatie de l'énergie et des ressources. Les positions qu'adoptent les pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon en ce qui concerne toute une gamme de questions d'intérêt régional et international reflètent cette réalité. A l'occasion, des tensions se manifestent entre amis de longue date et alliés: les reproches adressés aux États-Unis et au Canada par les pays européens pour leur prodigalité en énergie en sont un exemple.

Je ne puis, bien entendu, passer sous silence l'importance primordiale que revêt le facteur énergétique dans nos relations avec les États-Unis. En elles-mêmes, ces relations illustrent bien à quel point la situation a évolué pour tout le monde au cours de la dernière décennie, ainsi que le rappelait Donald MacDonald hier. Qui se souvient encore qu'il y a dix ans à peine, la plus grande ambition des Canadiens consistait à vendre du pétrole à leur voisin américain auquel ils reprochaient à l'époque d'imposer des quotas à l'exportations!

Les années 70 ont donné lieu à un rajustement majeur de nos relations en matière d'énergie, et pour ce faire, nous avons dû traverser il y a cinq ou six ans une période où se sont manifestées certaines tensions. Les États-Unis ont dû admettre petit à petit qu'ils s'étaient trompés en croyant que le Canada était un vaste réservoir d'hydrocarbures où ils pouvaient puiser à volonté. Nous serions bien mal placés pour les en blâmer, puisque nous y avons cru nous-mêmes pendant fort longtemps.

Je crois que nos deux pays se sont remarquablement bien tirés de l'épreuve. Il est sans doute juste de dire qu'aux États-Unis, les dirigeants savent généralement reconnaître les limites qui leur sont imposées et s'efforcent de résoudre les problèmes un à un, à mesure qu'ils se présentent. A mon avis, l'expérience nous a révélé que les États-Unis